



PAR COURRIEL

Le 3 août 2021

V/Réf. : Versements de Revenu Québec à des contribuables à la suite d'erreurs dans les montants et versements en argent sous forme de rançon après une ou plusieurs cyberattaques de 2019 à ce jour

N/Réf. : 21-056291-001

Objet : Demande d'accès à des documents

Monsieur,

Nous avons traité votre demande d'accès à des documents du 17 juin 2021 conformément à la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ, chapitre A-6.002) [ci-après désignée la « LAF »] et à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1) [ci-après désignée la « Loi sur l'accès »].

Plus particulièrement, nous comprenons de votre demande que vous désirez obtenir, pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 16 juin 2021, pour chacune des années 2019, 2020 et 2021 :

- 1) Tout document montrant que Revenu Québec a versé, à la suite d'erreurs, des montants d'argent à des contribuables québécois;
- 2) Tout document montrant que Revenu Québec a versé un ou des montants en argent, sous forme de rançon, après une ou des cyberattaques;

... 2

- 3) Copie de tout document et ou statistique similaire au dossier concernant les mesures disciplinaires appliquées, ainsi que les motifs de manquement, pour les années mentionnées précédemment.

Nous avons obtenu les documents et les renseignements recherchés sous format électronique. Vous trouverez ci-inclus les renseignements qui vous sont accessibles.

Ainsi, en regard des points 1) et 3) de votre demande, vous trouverez les informations demandées, lesquelles sont accessibles en totalité. Concernant le point 1) de votre demande, veuillez noter que Revenu Québec entreprend toujours les démarches nécessaires pour corriger les défaillances et récupérer les sommes versées par erreur dans de telles situations. Aussi, à titre de précision pour le point 3), les données étant compilées par année financière, celles-ci sont présentées du 1^{er} avril au 31 mars de chaque année (2018-2019, 2019-2020, 2020-2021) et du 1^{er} avril au 16 juin 2021.

Par ailleurs, en ce qui concerne le point 2) de votre demande, nous vous informons qu'aucun incident en lien avec une demande de rançon découlant d'une cyberattaque n'est survenu dans notre organisation pour la période visée. Par conséquent, nous n'avons aucun document démontrant que Revenu Québec ait versé un montant d'argent sous forme de rançon après une cyberattaque pour les années 2019, 2020 et 2021, au 16 juin 2021.

Conformément aux articles 51 et 101 de la Loi sur l'accès, vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (articles 135 et suivants), faire une demande de révision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours qui suivent la date de la présente. À cet effet, nous joignons à notre envoi le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'accepter, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

La responsable adjointe de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements confidentiels,



M^e Nathalie Lamontagne, avocate

p. j

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1) (ci-après désignée la «Loi sur l'accès») et/ou de la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ, chapitre A-6.002).

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi sur l'accès prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information (ci-après désignée la « Commission ») de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit et elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission est la suivante :

QUÉBEC

525, boulevard René-Lévesque Est, bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

2045, rue Stanley, bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Téléphone : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi sur l'accès prévoit explicitement que la Commission peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais et frais

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans le dix (10) jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.